



DÉFAIRE LE MONSTRE
À TROIS TÊTES :
UNE RÉFLEXION FÉMINISTE
SUR LE GENRE

Teresa Cunha

Bien que le concept de Genre ait été formulé à l'origine par les mouvements féministes pour servir la lutte pour l'émancipation et l'égalité entre les femmes et les hommes, nous avons assisté au cours des deux dernières décennies à une recrudescence de la cooptation et de l'appropriation du mot et du concept à d'autres fins qui n'ont rien à voir avec la transformation sociale pour laquelle des générations de féministes se sont battues dans le monde entier.

Repenser le genre signifie y réfléchir de manière critique, c'est-à-dire poser des questions sur notre réalité afin d'aller au-delà de ce que nous savons déjà et aussi de ce qui est évident. L'objectif principal de cette réflexion comporte deux dimensions principales. La première est de dénaturer les discriminations, les oppressions et les privilèges qui existent sur la base des différentes identités sexuelles et des attentes construites autour de celles-ci; la seconde est de réactiver les potentialités du concept de *genre* pour la transformation politique et émancipatrice de notre monde.

Dans ce sens, nous partons de l'affirmation qu'il n'y a pas de Justice Sociale sans Justice de Genre pour souligner l'interdépendance constitutive entre la Société, la Justice et le Genre et pour manifester notre engagement envers une vision féministe du Mozambique et du monde et les transformations nécessaires et urgentes.



DÉFAIRE LE MONSTRE À TROIS TÊTES: UNE RÉFLEXION FÉMINISTE SUR LE GENRE

Introduction

Le *Genre* est un concept développé par les mouvements sociaux et les intellectuelles féministes qui permet de comprendre la construction sociale des corps et des différentes identités sexuelles et, par conséquent, les rôles, les comportements et les statuts qui leur sont attribués par une société donnée, à une période historique donnée. C'est une façon de donner un sens concret aux relations de pouvoir inégales existantes et aussi aux résistances menées contre les oppressions qu'elles génèrent. Le genre est donc une catégorie relationnelle qui permet d'expliquer l'exclusivité des privilèges de certains contre la discrimination de la majorité dans les différentes sphères de la vie : personnelle, communautaire, politique, économique, culturelle (Butler, 2004).

Le concept de genre est une idée en construction permanente car, se référant à des relations sociales construites autour des identités sexuelles, il doit prendre en compte les contextes, l'histoire, les territoires et les corps qui en sont marqués. En ce sens, il s'agit d'un concept complexe qui peut revêtir diverses significations selon le moment historique, la société et la culture où il est produit et utilisé. Il faut donc tenir compte du fait qu'il n'existe pas de concept universel de genre qui puisse être pensé indépendamment de l'espace et du temps. Sa complexité provient de sa capacité à se transformer au sein de chaque culture, en assumant des priorités différentes, des manières variées de l'expliquer et des pratiques et attentes sociales différentes.

Cette réflexion est un essai féministe sur le *genre* et elle est structurée comme

suit. Je cherche tout d'abord à repenser le concept de genre en situant dans le temps et l'espace les débats qui l'ont amené au centre des débats féministes du 20^{ème} siècle. Je conclus en énonçant les principes politiques et épistémologiques sur lesquels j'ancre le développement de ma réflexion et qui clarifient mon lieu d'énonciation. Je cherche ensuite à discerner certaines des caractéristiques de notre monde actuel et à problématiser pourquoi elles sont importantes pour repenser le concept de genre aujourd'hui. Dans la troisième section, j'approfondis les relations entre l'économie politique contemporaine, la victimisation des femmes et des êtres qui se considèrent féminins, et je commence à énoncer quelques principes pour penser au genre d'une manière politique en vue de l'émancipation. Enfin, je fais une réflexion basée sur les problèmes posés par la réalité mozambicaine, sans toutefois perdre de vue les pistes futures et l'espoir fondé sur les expériences, les idées et les horizons ouverts tout au long du projet *Repenser le Genre*.



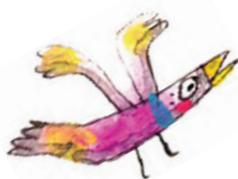
1. Repenser le *Genre*. les premiers pas d'un chemin qui est fait de marche

À la fin des années 1940 du 20^{ème} siècle, la féministe française Simone de Beauvoir demandait, dans son livre "Le deuxième sexe", "Pourquoi la femme est-elle l'Autre ? Et elle répondait immédiatement : "Il s'agit de savoir comment la nature a été revue en elle au cours de l'histoire". Il s'agit de savoir ce que l'humanité a fait de la femelle humaine" (1975: 67). L'un des principaux débats féministes contemporains a été lancé: la création sociale de la féminité et de la masculinité. En d'autres termes, le concept de genre a cessé d'être une catégorie purement biologique pour devenir une idée permettant de comprendre et d'expliquer les contingences de ce qu'est être une femme (ou un homme) et de mettre en évidence les inégalités construites autour de l'invention de l'opposition hiérarchique entre les femmes et les hommes.

À partir des années 1960/70 du 20^{ème} siècle, notamment en Europe et en Amérique du Nord, les études sur le *genre* se sont consolidées en tant que discipline. Nées des intenses débats féministes de la fin du siècle (Braidotti, 2011), les différences entre les Études sur le Genre et les Études Féministes, bien que ténues, se sont approfondies à mesure que le système mondial était dominé par l'individualisme néolibéral. Il est apparu qu'il ne suffisait pas d'adhérer au concept de *genre* pour que l'approche, les processus et les résultats aient un caractère féministe. Le concept de *genre*, bien qu'il soit le résultat d'une profonde critique des systèmes d'inégalité entre les femmes et les hommes construits socialement et historiquement, et qu'il appelle donc à une transformation structurelle de la politique, de l'économie, de la science et de la culture, a souvent été utilisé pour créer une éthique essentialiste qui maintient la subordination et l'infériorité de celles et ceux¹ qui se pensent et se

représentent comme des femmes. Depuis les années 1990, divers auteurs (Elson, 1992; Sparr, 1995) ont souligné que tant les politiques de coopération et de développement des pays du Nord global que celles des institutions africaines telles que l'Union africaine et le NEPAD semblent avoir adhéré à cette version dépolitisée du genre dans leurs programmes et politiques.

Bien que le capitalisme néolibéral soit un incubateur d'une vision apolitique et même conservatrice du genre, il agit en s'articulant à la fois avec le patriarcat et les formes contemporaines de colonialisme pour imposer une vision dominante, voire universelle, de ce que devraient être les relations entre les êtres humains qui s'identifient comme femmes ou hommes (Cunha, 2014, 2015).



Questionner et repenser le concept de genre en vue d'une transformation juste et émancipatrice du monde dans lequel nous vivons nous oblige à réaliser et à assumer, dès le départ, que la mondialisation néolibérale dans laquelle nous vivons affaiblit les liens sociaux, laissant les personnes sans défense vulnérables (Mate, 2017: 17; Tshabalala, 2015; Manzanera-Ruiz, 2009; Marín-Sánchez, 2006). La faiblesse des liens sociaux et la qualification d'obscurantiste et d'obsolète de toutes les sociabilités qui ne se soumettent pas aux logiques des marchés capitalistes (où tout se

1. C'est parce que je suis consciente des potentialités coloniales et hétéro-patriarcales que la catégorie « Femme » peut contenir que j'utilise l'expression « êtres qui se considèrent et se disent féminins » dans cette introduction afin de clarifier ma position analytique.

vend et s'achète) ont produit une atmosphère dans laquelle le genre est devenu un produit d'échange ou une marque d'une élite toujours plus distante et insensible aux conditions de vie réelles de ces personnes que cette élite appelle femmes ou qualifie de genre *féminin*. Pour reprendre les termes d'Akinbobola (2019), nous sommes confrontés à la floraison de féminismes néolibéraux et/ou de marché qui créent ce que l'on appelle une cécité au genre sous couvert d'une rhétorique de politiques sensibles au genre tout en offrant uniquement des approches orientées vers le marché et en n'acceptant pas les critiques de fond sur leur incapacité à modifier structurellement l'état des choses et les inégalités persistantes, que ce soit dans le monde en général ou dans les sociétés africaines en particulier. Nous devons donc nous demander si la combinaison des trois principaux systèmes d'oppression que j'appelle ici le monstre à trois têtes - le capitalisme, le colonialisme et l'hétéro-patriarcat - fait place à une justice sociale fondée sur la justice de genre. L'enjeu principal est de se demander dans quelle mesure ce monstre à trois têtes n'est pas responsable des préjugés et des jugements de valeur qui transforment la moitié de l'humanité en êtres inégaux, vulnérables, incapables et inférieurs, et donc incapables de vivre pleinement leur humanité.

Bien que ce ne soit pas l'objectif principal de cette réflexion féministe, les débats sur le genre et la nécessité de le repenser sont liés à la discussion sur le concept même de *femme*. De nombreuses féministes se demandent depuis les années 1990 si le concept de *femme*, qui résulte d'une vision duale du genre et se veut universel, n'est pas en soi une

Toutefois, par souci d'économie de lecture, je poursuis cette réflexion en utilisant le mot « Femme », même si cet usage résout les problèmes et les limites que je précise dans cette note de bas de page. S'il vous plaît, chère/cher lecteur, en lisant *Femme* dans cette Réflexion féministe, gardez à l'esprit que je n'assume dans ce mot et ce concept aucun élan universaliste.

2. L'ouvrage a été publié sur le titre *The Invention of Women. Making an african sense of western gender discourses* de l'University of Minnesota, en 1997.

catégorie oppressive qui annihile la diversité existentielle des êtres qui se considèrent et se disent féminins². Ce débat a été mené principalement par des féministes africaines, asiatiques et latino-américaines pour qui leur expérience en tant que femmes noires et chicanas a été décisive pour comprendre le potentiel colonial et hétéronormatif du concept de *femme*. Entre autres, je souligne les suivantes: Chandra Talpade Mohanty (1991), Ifi Amadiume, 1998, Sílvia Cusicanquí (2010), María Lugones (2010), Karina Bidaseca et Vanesa Laba (2011) Oyèrónké Oyèwùmí (2017)³, Patricia McFadden (2018). Elles soutiennent deux points principaux. Le premier est qu'un concept universel de femme cache la diversité des modes d'expression des différentes féminités qui existent dans le monde, en donnant la primauté aux identités hétérosexuelles, blanches et occidentales. D'autre part, elles soulignent comment ce concept perpétue les conditions d'oppression et de discrimination à l'encontre de la plupart des personnes que nous appelons habituellement les femmes, héritées du colonialisme européen. En substance, ces auteures, qui sont également des militantes féministes, montrent comment ce concept dominant et monoculturel de la femme peut être une variante du concept de *genre* coopté par le néolibéralisme actuel, qui opère par le biais du patriarcat et de nouvelles formes de colonisation des territoires, du corps des femmes et de la science.



Je vais donc énumérer certains des principes sur lesquels repose cette nouvelle conception du genre et qui guident l'analyse qui suit. Ils sont:

3. Étant donné que la langue Portugaise ne permet que la déclinaison au féminin et au masculin, et partant du principe que le spectre des identités sexuelles est beaucoup plus varié, j'utilise le féminin et le masculin pour rendre compte, politiquement et cognitivement, de cette diversité.

- Nous devons retourner à la base et nous demander sans cesse pourquoi les femmes rurales, les personnes déplacées, les handicapés, les personnes âgées, les enfants, les pêcheurs, les paysans, les travailleuses (*muqheristas*) ou les vendeuses du secteur informel, les personnes atteintes du VIH/SIDA, les personnes vivant dans les périphéries ne participent-elles pas pleinement à la société, aux mouvements et aux institutions ayant un pouvoir de décision?
- Nous devons écouter avec une attention particulière toutes et tous, même celles et ceux qui ne veulent pas la même chose que nous, qui ne parlent pas comme nous, qui n'expliquent pas les droits humains des femmes et le féminisme comme nous. Après tout, n'avons-nous pas toutes et tous besoin de nous battre côte à côte?
- Nous devons apprendre à valoriser la diversité des cultures, des langues, des philosophies et des expériences qui existent sur notre continent et dans le monde afin de créer des liens, de faire des alliances car personne ne s'émancipe seul ou enfermé dans son propre petit monde;
- Nous avons besoin de bien plus que de remplir des structures et d'être des numéros dans des tableaux et des statistiques. La justice de genre ne s'obtient pas seulement en augmentant la présence des femmes dans les organes de l'État, le système judiciaire ou les entreprises économiques, ni par le nombre de fois où le mot "genre" apparaît dans les discours et les projets pour plaire aux autorités et aux institutions de financement;
- Nous avons besoin d'une réflexion critique; de rompre avec tous les comportements machistes, sexistes, homophobes et transphobes, même ceux qui semblent ne pas l'être ou que nous acceptons par inadvertance comme naturels. Nous devons remettre en question tout *statu quo* qui écarte la majorité des gens des structures de prise de décision;

- Nous devons comprendre que ceux et celles qui détiennent des privilèges (la majorité sont des hommes, riches et hétérosexuels) ne les abandonnent que s'ils/elles y sont obligés. Du point de vue de ceux/celles qui ont des privilèges, le partage de l'autorité et du pouvoir ne leur apporte aucun bénéfice, c'est pourquoi ils/elles résistent au changement et inventent des discours et des pratiques qui dévalorisent ceux/celles qui veulent changer les choses. Par conséquent, la participation démocratique aux processus décisionnels est toujours une lutte et un litige pour lesquels il faut de la persévérance, de la bravoure et une bonne dose de courage;
- Nous devons tirer parti de toutes les stratégies que nous-mêmes ou les/les autres ont inventé, en Afrique ou sur tout autre continent, qui peuvent nous aider à vivre mieux, avec plus de dignité et plus de justice. C'est pourquoi nous voulons la loi des quotas et la parité de 50% à tous les niveaux du pouvoir et des structures sociales ; des pratiques de discrimination positive pour compenser celles/ceux qui sont encore défavorisés ou qui n'ont pas eu d'autres opportunités dans l'éducation, la politique, la santé ou l'emploi;
- Nous devons interroger l'État sur sa volonté politique d'appliquer efficacement les bonnes lois dont nous disposons déjà et de modifier positivement celles qui ne nous servent plus. Un cadre juridique avancé ne résoudra pas tout à lui seul, mais il constitue une ressource indispensable pour mettre fin à l'impunité et protéger de nombreux groupes sociaux qui continuent de subir des abus et des violences de manière systématique, notamment les filles, les femmes et les personnes LGBTQ+;
- Nous devons accepter et faire accepter que nous ne sommes pas toutes et tous égaux et qu'il existe des différences entre nous, quelle que soit notre identité sexuelle et

notre *genre*. Pour qu'il y ait une justice de *genre*, nous devons garantir le principe d'une taille unique qui ne convient pas à tous [one size doesn't fits all].

Repolitiser le concept de genre signifie, par conséquent, le rendre capable d'être un horizon et un outil pour toutes celles et tous ceux qui sont prêts à construire une justice avec des bénéfices pour toutes et tous et sans les privilèges de certains et certaines.

2. Faire un pas de plus: le concept de *genre* et le monde dans lequel nous vivons

Depuis les premières formulations du concept de genre et sa diffusion à partir des années 1960 du vingtième siècle, le monde a connu de profonds changements. Les différents savoirs et pratiques féministes ont identifié de nouvelles questions, limites et contradictions qu'il est nécessaire de prendre en considération aujourd'hui lorsque l'on parle et utilise le *genre* comme une catégorie, un concept ou une idée dans le but de l'émancipation humaine de toutes les oppressions. Je cite ci-dessous celles qui me paraissent fondamentales.



Depuis le début du XXI^{ème} siècle, la conscience de l'aggravation des inégalités structurelles dans le monde est de plus en plus aiguë. Le slogan *we are the 99%*, lancé par le mouvement *Occupy* en 2011 aux États-Unis d'Amérique, vise à le démontrer: 1 % de la population mondiale bénéficie du bien-être et des richesses produites dans le monde contre les 99 % restants qui vivent sans pouvoir profiter des avantages que leur propre travail génère.

En termes de comparaison, nous pouvons constater que pour le continent africain, l'Indice de Développement Humain (IDH) pour 2020 montre que sur les 32 pays ayant un IDH faible, 29 sont africains. Au contraire, on constate que sur les 66 pays à IDH très élevé, 38 sont européens et que sur les 52 à IDH élevé étudiés, 6 sont européens. Aucun pays européen ne figure dans le tableau des IDH moyen, faible et très faible. Cette simple comparaison démontre les inégalités et les disparités extrêmes et persistantes entre les différentes régions et continents du monde (PNUD, 2020: 347 et suivants).

En ce siècle qui est le nôtre, plusieurs des forces politiques des différents continents ont accédé au pouvoir et constitué des gouvernements autoritaires, économiquement néolibéraux, socialement conservateurs et misogynes (Santos; Mendes, 2017). Le retour de bâton conservateur de ces régimes politiques, dont beaucoup sont pro-fascistes, s'oppose aux droits humains des femmes et des autres identités sexuelles qui ne se conforment pas à l'idéal masculin: blanc-occidental-propriétaire-guerrier. Ils propagent l'idée que la soi-disant "idéologie du genre" est la racine de tous les maux. Ils cherchent ainsi à ramener ce

qu'ils appellent "l'ordre naturel" des choses. Il s'agit notamment de maintenir les privilèges masculins fondés sur leur supposée supériorité intellectuelle, sociale et émotionnelle et de prôner un retour aux rôles "traditionnels" des hommes et des femmes au sein et en dehors de la famille. Cela signifie toujours que la "bonne" femme est celle qui s'occupe du "foyer" de manière désintéressée et obéissante.

De plus, ces régimes et leurs courants de pensée politique ont servi à justifier des pratiques culturelles, sociales et économiques de démantèlement des droits et des garanties qui remettent en cause une grande partie des gains obtenus au XXe siècle en termes de justice sociale et de niveaux d'égalité et d'inclusion pour les femmes et la communauté LGBTQ+ (Moreira, 2019). Au contraire, le genre a encore été utilisé pour renforcer les politiques d'austérité et d'appauvrissement, notamment des filles et des femmes et de tous les autres êtres qui se représentent comme féminins (Federici, 2013).

D'autre part, les politiques de coopération au développement, menées par les pays du Nord global, adoptent généralement le genre comme une condition centrale pour accéder et profiter des avantages mis à la disposition des pays du Sud global (Vienez-Cerdeño, 2017). Cela signifie, la plupart du temps, que les organisations et institutions qu'ils soutiennent doivent prouver la "sensibilité au genre" de leurs politiques et budgets. Ils doivent être prêts à modifier les paramètres de leur rhétorique en incluant l'égalité des sexes et d'autres expressions similaires qui deviennent des principes abstraits sans aucun pouvoir de transformation. En outre, le concept de genre utilisé est celui qui est pensé et développé dans les pays occidentaux et qui ne tient pas ou peu compte des contextes locaux, des cultures et des connaissances des sociétés vers lesquelles il est exporté. Esta aparente centralidade do *género*, imposta de cima para baixo, conjugada com a crescente



burocratização e controlo técnico dos projectos e programas de cooperação e o recrudescimento de uma atmosfera cultural conservadora nos países 'apoiados' tem vindo a gerar vários impactos negativos (Akinbobola, 2019).

Cette centralité apparente du genre imposée par le haut, associée à la bureaucratisation et au contrôle technique croissants des projets et programmes de coopération et à la résurgence d'une atmosphère culturelle conservatrice dans les pays "soutenus", a généré plusieurs impacts négatifs (Akinbobola, 2019). J'identifie les éléments suivants. La première est la réduction du concept de genre à un critère bureaucratique d'éligibilité pour l'accès aux fonds et à la reconnaissance internationale. Cette situation a engendré une discipline souvent imperceptible mais efficace sur les mouvements et les organisations sociales, rendant sans objet leurs interprétations du genre, le potentiel culturel pour l'égalité de genre existant dans leurs cultures, leurs connaissances et leurs programmes de transformation. La seconde est l'émergence d'élites locales de spécialistes du genre qui, sans esprit critique, arrivent à

mobiliser des ressources et avoir une relation avec les institutions de financement sans jamais remettre en question le potentiel néocolonial que ce système représente. La troisième est d'avoir créé une culture organisationnelle et politique qui associe souvent le concept de *genre* à celui de "Femme", devenant ainsi un autre instrument de discrimination et de diminution des identités féminines, qualifiant de manière dépréciative le *genre* de "simples choses de femmes".

L'expérience vécue en 2020 avec la pandémie du nouveau Coronavirus a mis à nu, entre autres, la profondeur tragique des inégalités dans le monde et surtout la permanence des vulnérabilités, des discriminations et des violences imposées aux femmes de tous âges et de tous les coins de la planète (Butler, 2020; Galindo, 2020; Federici, 2020). Bien entendu, les femmes et les filles ne souffrent pas toutes avec la même intensité et ne sont pas toutes confrontées de la même manière aux effets de l'oppression et de la pandémie. Cependant, il est bon de ne pas oublier que l'expérience millénaire des femmes nous a appris que, quelle que soit la crise, la calamité ou la tragédie, elles sont toujours les plus durement touchées, les moins protégées et les moins écoutées. Par conséquent, une catégorie de genre qui assume son plein potentiel critique et analytique des inégalités est fondamentale pour comprendre ce qui est réellement en jeu. A cet égard, l'argument est double.

Tout d'abord, nos sociétés dévalorisent systématiquement le travail des femmes et des filles, en particulier le travail de soin, effectué au niveau de la famille et de la communauté. Cependant, ce travail est responsable de la génération d'une énorme économie non rémunérée et non monétaire qui ne s'arrête jamais (Federici, 2013). Cela signifie trois choses que nous ne devons pas oublier lorsque nous repensons le genre. La première est qu'il a été prouvé que l'économie produite par le travail des femmes et des filles est trois fois supérieure à celle de l'ensemble du secteur technologique dans le monde



(OXFAM, 2020). La seconde est qu'une grande partie de l'accumulation de richesses de 1% des personnes les plus riches de la planète ne serait pas possible sans le travail non rémunéré des femmes et des filles (Orozco, 2014). Par conséquent, les inégalités trouvent leur origine dans un concept de genre qui subordonne et exploite le travail et détermine les fonctions sociales et le statut subordonné des personnes qui se représentent comme des femmes. Troisièmement, la réflexion la plus insurrectionnelle sur le *genre* aujourd'hui est de prétendre que pendant cette pandémie, l'économie ne s'est pas arrêtée. Au contraire, les économies qui produisent la vie sans cesse, ont fonctionné à leur capacité maximale pour protéger, nourrir, abriter, guérir, soigner, produire de la nourriture, nettoyer, soutenir et aimer (Cunha; Valle, 2021). Sans elle, personne n'aurait survécu. Pour toutes ces raisons, l'économie politique contemporaine doit être revue afin de repenser le *genre*.

Ainsi, il est important de noter que le genre est bien plus qu'une catégorie d'analyse ou une catégorie relationnelle. Le genre est un instrument permettant de lire le monde et d'imaginer sa transformation. Par conséquent, la Justice de Genre est bien plus que l'Égalité de Genre. Il ne s'agit pas seulement des

femmes et des hommes et des relations entre eux; il ne s'agit pas seulement de l'égalité des chances, de l'inclusion des différentes identités sexuelles dans les politiques et les sociétés. Il s'agit en fait de penser à un monde où la justice se réalise dans la distribution équitable des ressources matérielles et symboliques, dans le plein accès de tous et toutes au respect et à la dignité; dans une division du travail où toutes et tous sont responsables du maintien des conditions de vie et de bien-être pour toutes et tous; où le genre est une condition permanente de résistance à toutes sortes d'oppressions et de discriminations et sans laquelle on ne peut jouir de tous les biens que l'humanité et la terre mère génèrent à chaque instant.

Penser de manière critique le concept de genre vise donc à sauver son potentiel de transformation structurelle afin d'atteindre une justice sociale substantielle et concrète pour tous.

3. Repenser le genre: approfondir les relations, chercher du sens, penser à l'émancipation

3.1. La dichotomie ^{homme} _{femme} et ce qui se trouve au-delà de celle-ci

Comme je l'ai expliqué ci-dessus, le genre est un concept qui entend, entre autres, lire et expliquer les relations de pouvoir inégales entre les différentes identités sexuelles qui sont socialement construites. C'est pourquoi le *genre* est différent du concept d'identité ou d'orientation sexuelle. Le genre implique toujours la vision et les attentes de la société à l'égard de la personne individuelle et des groupes ayant des identités communes. L'identité sexuelle, en revanche, est une



relation d'intimité de chaque personne avec son propre corps. Il s'agit de la manière dont on s'identifie, dont on pense et se représente en tant que femme, homme ou toute autre identité sexuelle qui ne correspond pas à ce binarisme. L'orientation sexuelle est la manière dont chaque être humain entre en relation affective et émotionnelle avec d'autres êtres humains, ce qui inclut l'expérience de sa sexualité. Il s'agit d'un autre facteur de complexité que nous devons comprendre et prendre en considération lorsque nous réfléchissons au genre et aux oppressions structurelles auxquelles chaque personne peut être soumise.

Loin d'être une idée nouvelle, dont les mouvements LGBTQ+ ont été les principaux hérauts à notre époque, les identités sexuelles des êtres humains, qui vont bien au-delà du couple femme-homme, sont une réalité dans de nombreuses cultures et sociétés. Par exemple, plusieurs peuples indigènes des Amériques, comme les Dakota, reconnaissent l'existence d'une multiplicité d'identités sexuelles et de genre au sein de leur communauté nationale (Jacobs; Thomas; Lang, 1997); le peuple Bugi d'Indonésie reconnaît 5 identités sexuelles différentes avec des genres correspondants⁴. En Inde, les hijras sont considérés comme la troisième identité sexuelle ou le troisième genre, qui va au-delà de l'identité féminine ou masculine⁵. En Ouganda, les peuples nilotiques lango, lteso et Karamojan reconnaissent une troisième identité sexuelle et un troisième genre qu'ils appellent mudoko daka⁶. Au Nigeria, on trouve les yan daudu (Sinikangas, 2004) et au Lesotho, les motsoalle⁷.

4 Voir ici : <https://www.correiobraziliense.com.br/mundo/2021/05/4924552-o-lugar-do-mundo-que-reconhece-5-generos-diferentes.html>. Dernier accès en 15062021.

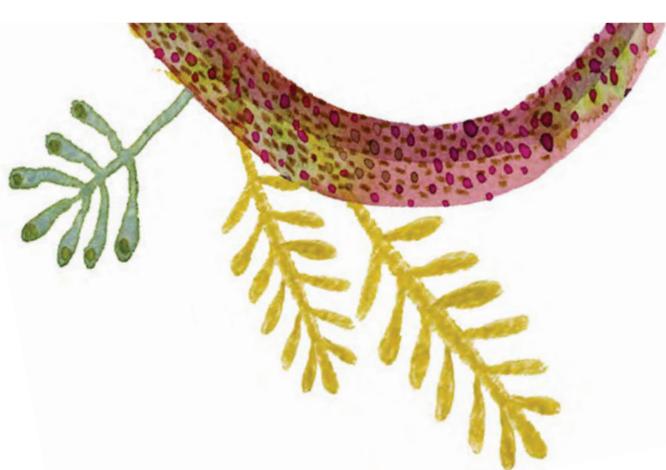
5 Voir ici : <https://rpl.hds.harvard.edu/religion-context/case-studies/gender/third-gender-and-hijras>. Dernier accès le 15062021.

6 Voir ici : https://en.linkfang.org/wiki/Mudoko_dako Dernier accès le 15062021.

7 Voir ici : <https://en.wikipedia.org/wiki/Motsoalle> Dernier accès en 15062021.

D'autre part, il existe des sociétés humaines où les identités sexuelles sont transitives, c'est-à-dire que tout au long de sa vie, une personne peut assumer différentes identités. Elle modifie donc également leur comportement, leur statut et la façon dont ils se perçoivent et sont perçus par leur communauté et leur famille. À titre d'exemple, on peut souligner que dans des sociétés telles que celle des Igbo au Nigeria de nos jours, ce qui détermine le statut sexuel/l'identité dans la famille n'est ni le sexe biologique ni même le genre qui a été construit jusqu'à un certain moment de la vie (Amadiume, 1998). Il y a donc des personnes biologiquement féminines, qui ont été élevées comme des femmes mais qui assumeront le statut de maris à l'âge adulte ; ou des garçons, biologiquement masculins, élevés comme des garçons qui assumeront le statut de filles.

Dans plusieurs nations amérindiennes des Amériques, lorsqu'un enfant naît, il peut être reconnu comme une fille ou un garçon pendant une certaine période de sa vie. Lorsqu'elle/il entre dans l'adolescence, cela peut changer



complètement: une personne qui a été élevée comme une fille devient un garçon et vice-versa. Cela signifie que la diversité des identités sexuelles et des genres est socialement construite, fruit de contingences historiques, et que nier ce fait est une forme de violence car cela revient à nier l'humanité intégrale de millions de personnes.

Comme on peut le déduire de ce qui a été présenté et argumenté ci-dessus, dans de nombreuses sociétés, le genre, l'identité sexuelle et l'orientation sexuelle sont exprimés par d'autres mots et certainement par d'autres idées sur les attentes, les comportements ou les statuts attribués à différentes personnes. Ainsi, repenser le genre signifie aussi reconnaître que le concept peut être étranger à certaines communautés humaines et que ce mot, et les contenus que nous y mettons, ne servent pas à raconter la pluriversité des expériences et des connaissances humaines à cet égard. Nous devons également partir du principe que nous avons encore beaucoup à apprendre et que nous n'avons pas encore le vocabulaire pour rendre compte de toute cette richesse identitaire inscrite dans les corps humains. Comme le dit le dicton africain bien connu, la lionne doit raconter l'histoire de la chasse, sinon nous ne connaissons que la version du chasseur ou du lion.

3.2. Les nombreuses griffes du monstre à trois têtes: genre et intersectionnalité

Une autre question importante à débattre concerne l'intersectionnalité des systèmes d'oppression aux niveaux personnel, individuel et social. Les féministes ont compris depuis longtemps que les oppressions auxquelles sont soumis le corps et la vie des femmes ont des origines diverses et agissent par couches, se chevauchant et se renforçant mutuellement. Si l'on se place du point de vue du Mozambique, il est important de se rappeler que, pendant le

colonialisme, les femmes avaient déjà compris et expérimenté qu'il ne suffisait pas d'être une femme pour comprendre la discrimination dont elles étaient victimes. Le fait d'être une femme et d'être noire les rendait plus vulnérables à la violence et à la pauvreté. Cependant, le fait d'être une femme, noire et analphabète, par exemple, augmentait de manière exponentielle la dégradation de leur statut social et leurs possibilités de se libérer des sujétions qui leur étaient imposées. Nous pouvons voir cela expliqué de façon magistrale dans les poèmes de Noémia de Sousa, pour donner un exemple ; ou c'est également explicite dans plusieurs autres œuvres (Castelo, et al, 2012 ; Département d'Histoire, 2000 ; Chilundo et al, 1999 ; Gentili, 1998).

Or, le mot intersectionnalité, le concept qui permet d'appréhender cette articulation de multiples axes d'inégalités, qui se croisent et se cumulent en formant des formes spécifiques de discrimination, a été forgé en 1989 par la féministe noire Kimberlé Crenshaw (1991). Par la suite, il a été largement utilisé pour désigner l'articulation de différents facteurs, tels que la race, l'éducation, la classe sociale, l'alphabétisation, la sexualité, la religion, l'apparence physique, qui créent des couches d'oppression ou de privilège qui sont expérimentées ou vécues par chacune et chacun d'entre nous. L'intersectionnalité ne concerne pas seulement la multitude de ce qui nous opprime et nous viole, mais aussi ce qui peut nous permettre de résister et d'agir en faveur de notre pleine dignité humaine. Repenser le *genre* et activer sa vocation révolutionnaire signifie donc comprendre les réalités structurelles qui peuvent nous conditionner ou nous libérer.



À partir de l'idée d'intersectionnalité, il y a une question qu'il me semble très importante de discuter. Les féminismes dits libéraux luttent pour la représentation des femmes dans les différentes structures de la société sans pour autant remettre en cause ces structures. Ces féminismes, qui restent dominants et sont bien représentés dans les politiques de coopération, par exemple, s'intéressent à l'égalité de genre, souvent considérée comme une exigence formelle et un principe abstrait, plutôt qu'à l'émancipation et à la transformation effective des conditions de vie des groupes victimes et appauvris. Ils mettent également l'accent sur l'expérience individuelle de chaque femme ou de chaque être qui se représente comme tel et sur ce que chacune peut réaliser pour elle-même. L'accent est mis sur l'individu et sur le mérite de chacun à se libérer de ce qu'il considère comme son oppression.

Je soutiens plutôt que l'intersectionnalité doit être comprise au-delà de nos expériences en tant qu'identités individuelles, soumises à de multiples juxtapositions de facteurs et d'aspects qui influencent quotidiennement nos vies individuelles et la manière dont nous sommes reconnus. Pour les féminismes engagés dans une vision politique du genre, l'insistance à faire de l'expérience de l'intersectionnalité une simple question individuelle a plusieurs effets négatifs qui doivent être identifiés et sur lesquels il faut réfléchir.



La première est qu'elle renforce une vision individualiste de l'expérience humaine, qu'il s'agisse d'oppression ou d'émancipation, affaiblissant les liens et les alliances qu'il faut construire pour pouvoir transformer le monde. Ainsi, il est possible de justifier des politiques d'aide sociale qui visent à soutenir

les personnes en difficulté, mais sans changer les régimes et les systèmes qui génèrent ces vulnérabilités. En d'autres termes, insister sur une vision purement identitaire de l'intersectionnalité peut nous conduire à un monde où les projets politiques visant à un changement substantiel et concret des conditions de réalisation de notre dignité humaine inaliénable n'existent pas, ou ne sont pas légitimés. Le second effet, qui découle du premier, est la perte du caractère éminemment politique de ce concept dans la mesure où les systèmes d'oppression qui surdéterminent les différentes existences individuelles sont négligés. Dans ce sens, il semble approprié, dans ce processus de repenser le concept de *genre*, d'entreprendre une brève réflexion sur ce que nous appelons ici l'économie politique de l'intersectionnalité des systèmes d'oppression.

L'épicentre de cette réflexion féministe sur le genre est la reconnaissance de l'existence de trois grands systèmes d'oppression qui agissent de concert et de manière intersectionnelle. Ce sont le capitalisme, le colonialisme et l'hétéro-patriarcat. Chacun d'entre eux renforce le caractère destructeur et violent les autres.

3.3. Trois cœurs qui vainquent les trois têtes du monstre. Le genre de l'émancipation.

On sait que l'hétéro-patriarcat est la forme la plus atavique et la plus transversale de production d'inégalités dans le monde. Ces inégalités ne sont pas seulement sociales et économiques, mais surtout ontologiques, c'est-à-dire relatives à la dignité de chaque être. L'hétéro-patriarcat ne se contente pas de discriminer et de minoriser la partie féminine de l'humanité, mais considère que ces êtres ont des défauts d'humanité par principe (Cunha, 2014). En d'autres termes, elles sont moins humaines que les hommes, investis de la souveraineté sur eux par un ordre qui les transcende. De plus, le patriarcat est hétéronormatif,

c'est-à-dire qu'il définit l'hétérosexualité comme la normalité, considérant toutes les autres formes d'expression sexuelle comme déviantes et monstrueuses. En sacralisant la figure du "père", non seulement du point de vue biologique, mais surtout du point de vue symbolique, on la rend intouchable et indiscutable, comme l'a montré la littérature depuis les années 1970 du siècle XX (d'Eaubonne; 1977; Rubin, 1977). Grâce à cet artifice philosophique et culturel, l'idée est faite en sorte que l'exercice de la puissance paternelle sur les enfants et les femmes de leur groupe est non seulement naturel, mais aussi sacré. Toute contestation ou désobéissance est absolument intolérable et génère des punitions sans fin. L'hétéro-patriarcat prend de nombreuses formes et nuances selon l'histoire et les contextes concrets dans lesquels il se manifeste. Cependant, il est facile de constater son existence et sa force dans les normes culturelles les plus diverses, dans les paroles de chansons, dans les récits oraux, dans la littérature, dans les discours politiques ou dans la publicité qui se répète inlassablement à la télévision ou à la radio.

Repenser le *genre* signifie donc aussi prêter attention à la manière dont le patriarcat s'approprie du concept pour le réduire à une mesure technique, un critère bureaucratique et une arme culturelle contre les Droits Humains des Femmes et de la communauté LGBTQ+.

D'autre part, le colonialisme européen, au cours des cinq derniers siècles, a ajouté des couches d'exclusion, d'indignité, d'exploitation et de dévastation dans les corps et dans les territoires colonisés. De tous, ce sont les femmes - et toutes les autres identités qui ne se conforment pas aux masculinités patriarcales - des colonies qui ont été les plus touchées par ce violent élan de conquête et d'exploitation. Elles ont été transformées en monnaie d'échange pour conclure des alliances politiques ; elles ont été et sont assimilées à du bétail aux fins du

commerce et de l'accumulation de richesses par leurs maîtres; elles ont été traitées comme de simples couveuses d'esclaves, de soldats destinés à mourir à la guerre ou de main-d'œuvre bon marché; elles sont conçues comme des objets du plaisir sexuel des hommes, sans âme, sans voix et sans volonté ; elles sont la force de travail brute et silencieuse à laquelle on ne reconnaît aucun droit ou agence, et encore moins la sagesse ou la capacité de penser et de décider.



Ainsi, en plus de la discrimination déjà exercée par l'hétéro-patriarcat sur les femmes, le colonialisme a activement produit une nouvelle condition encore plus excluante et violente pour la plupart d'entre elles. La division entre les êtres humains est devenue abyssale: il y a eu des êtres humains avec une dignité maximale: les hommes blancs européens; des êtres humains avec une dignité diminuée : les femmes blanches européennes; des êtres avec peu de dignité: les hommes colonisés ; et des êtres sans aucune dignité: les femmes colonisées (Cunha, 2014 ; McFadden, 2006; Mama, 1995; McClintock, 1995). De plus, le colonialisme a coopté dans cette idéologie de privilège masculin exclusif des élites locales qui y ont vu un moyen efficace d'accroître et de maintenir leur pouvoir et d'accumuler leur pouvoir et leurs richesses aux dépens de la vie, du travail et du corps des femmes de toutes âges.

On peut affirmer qu'avec les indépendances politiques obtenues au cours du siècle dernier, le colonialisme a pris fin. Cependant, un examen attentif de la réalité montre que de nombreuses facettes du colonialisme restent actives. Il existe encore des colonies qui sont sous la coupe politique des pays occidentaux.



De nombreuses relations de type colonial, comme l'esclavage, continuent d'exister dans de nombreux endroits du monde. Cela est également évident dans la manière dont les croyances de la supériorité masculine dans la vie privée, communautaire et publique continuent de proliférer dans les pratiques culturelles contemporaines sous le couvert de l'authenticité africaine, et comment cela a conduit à la multiplication des crimes contre la vie et la dignité des femmes.

Enfin, le capitalisme, en tant que système économique dominant au cours des trois derniers siècles, repose sur deux piliers principaux: le premier est l'idée du marché capitaliste comme le seul fonctionnel qui agit comme une entité consciente d'elle-même avec une conception universaliste et totalitaire; le second est que tout peut être vendu et acheté (Orozco, 2014). Ceux et celles qui peuvent acheter, posséder et décider de ce qui a, ou non, de la valeur sont ceux et celles qui ont la richesse et le pouvoir de le faire. Il est clair qu'il s'agit des 1% qui sont principalement des hommes blancs des États-Unis d'Amérique et de Chine. Ils deviennent ainsi la mesure de toutes choses. En outre, le capitalisme a réduit le travail à une marchandise qui peut être vendue et achetée, contrairement à l'idée séculaire selon laquelle le travail est une activité humaine qui permet de subvenir aux besoins de la vie (Polanyi, 1944/2001).

Il a donc inventé l'idée de l'opposition entre l'espace du travail productif, rémunéré, et l'espace du travail reproductif, non rémunéré (Federici, 2004; Cunha, 2015). L'une des conséquences majeures qui en découle est l'idée d'une division sexuelle du travail qui naturalise les sphères marquées par l'essentialisation du féminin et du masculin et renforce les attentes de genre basées sur la subalternité des identités considérées comme féminines. Pour le capitalisme, il était nécessaire d'inventer la femme en tant que "femme au foyer", responsable des soins et de l'infrastructure de la vie et des conditions nécessaires à la production et à l'accumulation conséquente du capital. En même temps, il était essentiel de rendre tout ce travail invisible et subordonné. Par conséquent, les travaux menés par les femmes et des filles ont été qualifiés de non-travail, c'est-à-dire d'activités subalternes, ou considérés comme des choses de leur nature qu'elles ne peuvent éviter de faire. Dans ces conditions, le travail des femmes effectué en dehors de la sphère industrielle, des services monétisés et du commerce, c'est-à-dire dans l'espace domestique ou communautaire, n'étant pas rémunéré, cesse d'être un travail ou, au mieux, est considéré comme un travail reproductif. Dans cette sphère se trouvent tous les emplois qui échappent aux logiques mercantiles d'accumulation, de profit et de bénéfices individuels. Tous ces emplois ont été dévalués et proclamés comme n'étant pas essentiels à la soi-disant économie mondiale. Pourtant, ce sont eux qui garantissent les conditions sans lesquelles la vie ne peut exister lors de toutes les crises environnementales, alimentaires, sanitaires, sécuritaires, politiques et économiques.

La pression exercée par le monstre à trois têtes dans nos vies et dans celles de nos communautés et nations est permanente et puissante. Pour parvenir à la Justice Sociale avec la Justice de Genre, nous devons examiner de près ces réalités et discerner comment elles émergent et se manifestent dans nos sociétés.

Transformer nos vies et le monde implique donc de clarifier nos objectifs, nos ressources et nos limites, ainsi que nos capacités à dénaturiser l'idée que peu ou rien ne peut être fait pour changer l'état actuel des choses. Le *genre*, dans son sens le plus puissant, nous permet de montrer que ces notions sont des constructions sociales et que, grâce à notre action politique citoyenne et solidaire, un autre monde peut émerger avec d'autres règles et des horizons plus humains.

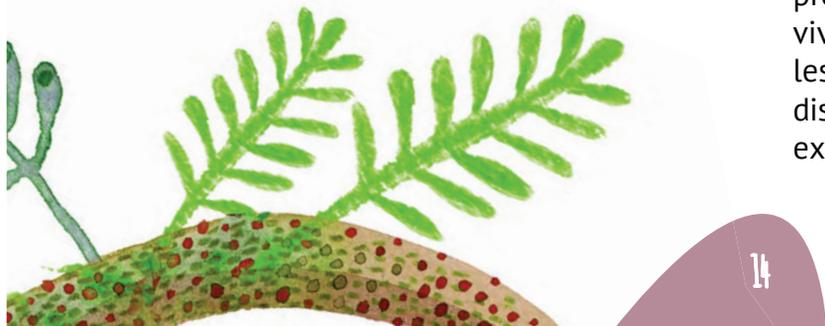
L'une des tâches les plus urgentes mais aussi les plus difficiles est de savoir comment rassembler les différentes luttes pour les droits, la reconnaissance, la représentation et les ressources. Toutes les luttes sont importantes et toutes sont nécessaires. Afin de recréer la vocation révolutionnaire du concept de genre, il est important de se rendre compte que bien qu'à certains moments certaines luttes puissent être à l'avant-garde, ce seront les autres qui prendront la tête. La stratégie consiste à renforcer chaque lutte avec les autres. Cela signifie forger chaque jour un chemin qui est fait de marche, d'engagements mutuels articulant des idées et des idéaux; parler et collaborer pour atteindre les biens qui sont communs et les bénéfiques qui appartiendront à toutes et à tous. Cette tâche exige une compréhension de la réalité, mais aussi une pratique approfondie de la démocratie, y compris la valorisation de la diversité; la rupture avec les cultes de la personnalité et le protagonisme individuel comme l'objectif d'une vie. C'est peut-être la tâche la plus ardue qui nous attend: rechercher sans cesse ce qui peut nous unir et ce qui peut nous donner les moyens d'aller de l'avant, individuellement et collectivement.

Il n'y a pas de féminismes plus ou moins purs, ni de féministes plus ou moins éclairées. Accepter ces qualifications signifie que nous nous permettons d'être divisés et de ne pas être d'accord sur ce qui est essentiel : agir pour transformer nos vies et transformer le monde afin que chacune et chacun d'entre nous puisse s'y intégrer avec le plus de dignité et de respect pour nos différences et nos histoires. Reconnaître, s'unir et se soucier des autres sont au cœur de notre émancipation et c'est ce qui permettra de vaincre le monstre. Ce sont également les raisons qui peuvent soutenir nos luttes depuis toujours et aujourd'hui. On peut les dire de la manière suivante:

- Il est nécessaire de reconnaître l'existence de relations de pouvoir inégales sur la base des identités sexuelles;
- Il est nécessaire d'affirmer que cette inégalité a engendré la mort et toutes sortes de violences, de discriminations et de malheurs, et que nous devons nous unir pour y mettre fin;
- Il est indispensable de mobiliser les connaissances et l'expérience forgées dans ces souffrances pour prendre soin de nous-mêmes et faire en sorte que rien ne puisse rester comme avant.

Mozambique: des chemins ouverts vers la justice féministe pour toutes et tous

J'avance la thèse suivante: la justice sociale est féministe ou elle ne l'est pas. Cette affirmation est basée sur le caractère révolutionnaire d'un concept de genre que je reconnais comme capable de lire et de problématiser la réalité dans laquelle nous vivons, de questionner et de dénaturiser les systèmes qui créent la violence et la discrimination ainsi que les privilèges qui existent sur la base de différentes identités



sexuelles. En ce sens, il ne peut y avoir de Justice Sociale sans Justice de Genre. En ce sens, je soutiens que la Justice est un horizon vers lequel nous dirigeons notre regard, nos actions et aussi nos espoirs ; et un outil qui nous permet de rassembler les forces pour faire le chemin, en marchant.

Il s'agit d'un processus de démocratisation profonde des relations sociales et politiques et de nos esprits. Par conséquent, les alternatives démocratiques, concrètes, viables et équitables doivent prendre en considération les différentes sphères de la vie sociale, en reconnaissant et en valorisant les connaissances des périphéries, qu'elles soient géographiques, politiques ou identitaires. De cette manière, nous pourrions faire ressortir toutes les ressources démocratiques qui existent au sein de nos cultures et de nos sociétés, au lieu de la violence et de l'autoritarisme qui émergent comme moyen de gouverner et de contrôler. Une perspective féministe sur une justice féministe cherche des alternatives démocratiques qui peuvent transformer nos sociétés en projets politiques réellement inclusifs. Le changement commence lorsque, après avoir lu notre monde, nous sommes capables d'imaginer le monde que nous voulons. Repenser le *genre* ne doit pas échapper à ce double exercice.

Partant de la réalité mozambicaine actuelle, j'indique ensuite certains des problèmes que j'ai identifiés et qui me préoccupent, puis je présente les trente horizons, un pour chaque million de Mozambicaines et Mozambicains, que si reconnaissent dans leur diversité ; se sont unies/unis pour atteindre la paix et la prospérité pour toutes et tous ; et veillent à garantir un avenir digne à toutes et tous leurs enfants.

J'identifie les éléments suivants comme étant les plus critiques (Cunha, 2021):

- a) Le Mozambique est un pays où la majorité de la population est constituée de femmes, en particulier de jeunes femmes. La prévalence des mariages précoces et forcés des filles est très élevée ; l'infection par le VIH est supérieure à 13 % et touche les femmes trois fois plus que les hommes ; la violence à l'égard des femmes atteint des niveaux alarmants - une personne sur trois déclare avoir subi un certain type de violence dans sa vie ; seulement 1,4 % des femmes ont suivi un enseignement secondaire et, dans les zones rurales, 71,6 % sont analphabètes ; les femmes sont responsables de l'alimentation et des soins aux ascendants et descendants vulnérables et/ou dépendants. Il existe très peu de données sur la communauté LGBTQ+ et les problèmes auxquels elle est confrontée. Pourtant une évaluation partielle récente menée par LAMBDA (2021) montre que la violence envers cette communauté est une réalité ;
- b) Le Mozambique compte environ 30 millions d'habitants et seulement 2 473 médecins, dont plus de 400 sont étrangers. Selon une étude du Ministère de la Santé, il y a moins d'une unité de santé pour 10.000 habitants. L'inventaire, réalisé par l'Institut National de la Santé, révèle également que 19% des 1643 unités de santé ne disposent pas d'électricité, que 12% n'ont pas de source d'eau à l'intérieur ou dans les locaux de l'unité et que 21% ne disposent pas de salle de bain pour les patients ;
- c) Au Mozambique, comme dans de nombreux autres pays, l'émigration pour des raisons économiques est une réalité transversale. Les déplacements forcés dus à la guerre, les réinstallations involontaires dues à l'exploitation massive des richesses agricoles, minérales et énergétiques du pays, et celles dues aux tragédies environnementales sont également très préoccupantes. Les femmes et les filles



- sont encore plus vulnérables à la violence, aux problèmes de santé, notamment en matière de santé sexuelle et génésique, à la violation de leurs droits et garanties de droits, réduisant drastiquement leur capacité à vivre leur vie dans la dignité et le respect. Cette réalité de déplacement et de réinstallation forcés accroît les risques d'infection par le nouveau coronavirus et d'autres maladies endémiques, aggravant ainsi leurs conséquences. Dans ces cas, la mobilité humaine cesse d'être un droit et devient un risque supplémentaire pour la vie;
- d) Les conflits militaires dans le centre (Manica et Sofala) et la guerre dans le nord (Cabo Delgado) du pays provoquent la destruction d'infrastructures essentielles (ponts, routes, postes de santé, écoles, postes administratifs) ; la mort de milliers de personnes; le déplacement forcé de centaines de milliers de personnes; l'interruption de l'approvisionnement en biens essentiels à la vie; la rapide urbanisation à cause de l'augmentation spectaculaire de la concentration de la population dans les villes capitales des provinces ou des districts; la peur et la panique généralisées; la normalisation de la violence comme méthode de résolution des conflits ; et l'augmentation de la prostitution féminine comme monnaie d'échange pour l'accès aux biens essentiels à la survie;
- e) Dans des pays comme le Mozambique, la capacité de diffusion de l'information à niveau nationale est très limitée. En outre, la pluralité linguistique du pays, son extension territoriale, l'absence d'infrastructures de communication de masse (radio, télévision, téléphones mobiles, journaux) et la faible capillarité des services de l'État dans de nombreuses régions du pays, notamment dans les zones rurales et reculées où se concentre une grande partie de la population, introduisent un facteur de risque supplémentaire dans une situation d'alerte;
- f) La liberté de la presse et la liberté d'expression ont été menacées à bien des égards. En plus des personnes agressées, d'autres ont été tuées et plusieurs journalistes auraient été arrêtés et plusieurs sont portés disparus depuis des mois.
- g) Comme de nombreux autres pays du continent africain, le Mozambique a une économie très poreuse qui dépend de l'aide étrangère. Le tissu industriel est pratiquement inexistant et le pays est totalement dépendant de l'extérieur pour les produits manufacturés. La souveraineté alimentaire est gravement menacée par les importations massives de produits agricoles en provenance de l'étranger et le manque d'investissement dans l'agriculture familiale paysanne et les circuits commerciaux locaux. Cela signifie une énorme fragilité face aux changements radicaux de l'économie mondiale et régionale. En cas de calamité, le pays éprouve de profondes difficultés à répondre de manière adéquate aux défis posés.

Le processus de repenser le genre qui a donné lieu à cet essai est le fruit d'un projet collectif initié par la Fondation Friedrich Ebert - Mozambique - qui n'a pu être mené à bien qu'à travers la pratique constante de la démocratie discursive par toutes les personnes impliquées. Pendant plusieurs mois, des idées,



des difficultés, des projets et des expériences ont été discutés et partagés. Ce processus a donné lieu à plusieurs réflexions qui constituent la base de la vision du monde et de la société que je présente ici. La principale leçon tirée collectivement est que le *genre*, tel que nous l'avons pensé et repensé, est fondamental dans l'action politique de chacun si nous voulons vivre dans des sociétés où:

La violence n'a pas de place.

C'est pourquoi, la première chose à faire est de reconnaître que les femmes et les filles, ainsi que les autres identités sexuelles discriminées, ont été, au fil des siècles, les personnes les plus victimes de tous les types de violence, en particulier en période de conflit, de catastrophes, de crises et de pandémies. La seconde est de demander publiquement pardon, en tant que société, pour toutes les fois où nous avons gardé le silence ou avons été, d'une manière ou d'une autre, des instruments de violence symbolique, physique, sexuelle, économique ou émotionnelle. La troisième consiste à mettre en œuvre davantage de politiques publiques assorties de mesures concrètes et efficaces pour leur protection. Ainsi, dans notre Mozambique féministe:

- Il existe une collaboration permanente entre les entités publiques et les Organisations de la Société Civile afin de disposer partout des moyens de dénoncer toute violence, comme la création de lignes téléphoniques d'urgence gratuites et un réseau national d'institutions, telles que les pharmacies ou les associations locales avec les moyens de diriger les victimes et de dénoncer les agresseurs vers les organes de police et de justice compétents;

- Nous disposons d'équipes formées et dotées de ressources adéquates pour soutenir les femmes et les filles en mettant en œuvre des mesures d'atténuation immédiates telles que leur éloignement rapide des agresseurs;

- Nous disposons d'un réseau national de Maisons Sûres, dûment équipées et opérationnelles, pour accueillir les victimes de menaces, de violences ou de danger pour leur vie, en particulier les femmes et les filles;

- Nous collaborons avec les dirigeants locaux formels et informels pour identifier et mettre en évidence les pratiques culturelles et les croyances qui favorisent l'égalité des rapports de force entre les femmes et les hommes et la résolution positive des conflits;

- Nous disposons de politiques de santé publique et d'éducation pour promouvoir un travail conjoint avec les dirigeants locaux, les journalistes, les médecins, les infirmières, les éducateurs pour délégitimer culturellement et politiquement tous les actes de violence en montrant qu'ils sont contraires à notre culture et à notre identité et au bien-être de toutes et tous;



- Il existe des forums de dialogue permanents, locaux, régionaux, provinciaux et nationaux, auxquels participent des membres élus de la société civile, de l'État et des entreprises afin d'identifier en collaboration les problèmes liés à la violence et de décider des mesures à prendre pour les résoudre;
- Aucun agresseur ne reste impuni;

La santé est bien prise en charge parce qu'elle est un bien de tous et pour tous

Les priorités nationales ont été inversées. Notre investissement collectif le plus important est réalisé dans des domaines sociaux tels que l'éducation, la sécurité sociale et la santé. Les catastrophes environnementales, les guerres et les pandémies nous ont appris combien il est important d'accorder une attention particulière à la santé sexuelle et génésique des femmes et des filles, ainsi qu'à leur santé mentale et émotionnelle. Sans santé et sans femmes en bonne santé, c'est toute la société qui tombe malade. Nous étendons ce que nous avons déjà avec les mesures suivantes:



- Nous avons une politique publique de planning familiale, de services de santé sexuelle et reproductive, en particulier pour les femmes enceintes et allaitantes et pour les victimes de violences sexuelles, avec des équipes mobiles, formées et bien équipées. Chaque fois que cela est nécessaire, ils ont les moyens d'exercer leurs fonctions à distance en utilisant les radios locales, les téléphones portables et autres moyens disponibles. Ces équipes sont toujours composées d'une ou de plusieurs personnes parlant les langues nationales du territoire sur lequel elles travaillent;

- Nous avons une politique publique d'équipes mobiles composées de différents professionnels de la santé ayant reçu une formation spéciale et disposant du matériel adéquat pour pouvoir assurer des soins de santé primaires et un soutien psychologique, notamment dans les zones reculées du pays ou auprès des populations déplacées. En cas de besoin, ils disposent des ressources nécessaires pour exercer leurs fonctions à distance, en utilisant les radios locales, les téléphones portables et autres moyens disponibles. Ces équipes sont toujours composées d'une ou plusieurs personnes parlant les langues nationales du territoire sur lequel elles travaillent;

- Dans toutes les unités de santé existantes, nous disposons de moyens pour le conseil, le planning familial et l'accès gratuit aux contraceptifs, notamment les contraceptifs à longue durée d'action. C'est pourquoi il n'y a pratiquement pas de grossesses chez les adolescentes ni de fistules obstétricales;

- Toutes les unités de santé du pays disposent de l'électricité, de l'eau potable et d'installations sanitaires de base, et les/les professionnels de la santé disposent d'un approvisionnement adéquat et suffisant en médicaments et en équipements de protection de la santé tels que : masques réutilisables, solutions désinfectantes, blouses et gants jetables, entre autres;
- L'État et le gouvernement ont des politiques publiques pour réglementer et contrôler la mise en œuvre des mêmes conditions de sécurité sanitaire pour les acteurs privés tels que : les entreprises de l'industrie et du commerce, les services, la production agricole intensive, la construction, les transports, les services de communication;
- Nous avons établi des circuits d'information rigoureux sur les risques découlant de la pandémie de COVID-19, du VIH/SIDA et d'autres maladies endémiques dans le pays, ainsi que sur les mesures de prévention. Ces informations circulent dans différentes langues et par divers moyens de diffusion pour atteindre tout le monde : messages SMS, radio, télévision (en signal ouvert), affiches, T-shirts, calendriers spéciaux, entre autres;



Le travail des femmes est reconnu, valorisé et leurs droits sont garantis.

Nous reconnaissons que l'économie des soins, exercée par les femmes et les filles, est la plus importante et la plus résiliente de toutes les économies. Nourrir, nettoyer, protéger, enseigner, produire et transformer la nourriture, soutenir émotionnellement les membres de la famille, enseigner aux enfants tout ce qu'ils doivent savoir pour grandir heureux et en bonne santé, cultiver la terre, sont quelques-uns des emplois qui font partie de la vie de presque toutes les femmes au Mozambique et dans le monde. Ces tâches, répétées chaque jour avec effort et courage, sont nécessaires pour que la vie se déroule et vaille la peine d'être vécue. En outre, les femmes gèrent des entreprises, ont des emplois, cousent, pêchent, sont ouvrières ou vendeuses. Si les femmes cessaient de travailler, à l'intérieur et à l'extérieur du foyer, le monde s'arrêterait. C'est pourquoi, dans le monde dans lequel nous voulons vivre:

- Nous disposons de politiques de protection fiscale et de création d'infrastructures de transport et de vente permettant, valorisant et soutenant les circuits courts de production et de commercialisation de denrées alimentaires et d'autres biens essentiels, réalisés notamment par les femmes;
- Nous disposons de nouvelles lois de protection de l'emploi qui interdisent les licenciements en cas de crise ou de pandémie et accordent des avantages fiscaux aux entreprises qui maintiennent les emplois et respectent tous les droits du travail. Ces lois font l'objet d'un suivi permanent par des équipes formées à cet effet;
- Des unités de sécurité sanitaire sont créées pour soutenir les entrepreneurs du secteur dit "informel";

- Les ministères de l'économie et des finances, ainsi que les organisations du secteur dit informel de l'économie, sont en train de créer les mécanismes permettant d'évaluer la valeur économique réelle de cette économie afin d'incorporer la richesse produite dans le calcul du Produit Intérieur Brut - PIB - du pays;

La citoyenneté pour toutes et tous est une expérience quotidienne de partage de l'autorité et du pouvoir.

On sait que les guerres, les pandémies et autres crises et catastrophes affectent différemment les femmes et les hommes. Dans de nombreux cas, l'impact sur la vie des femmes est non seulement inégal, mais plus violent, les affectant de manière disproportionnée, ainsi que toutes celles et tous ceux qui dépendent d'elles. Il est donc absolument essentiel qu'elles puissent, dans leur diversité, décider de leur vie et de celle de leur communauté. Elles doivent être présentes dès le moment où l'on commence à penser à ce qui doit être fait, jusqu'au moment où l'on évalue ce qui a déjà été fait et où l'on décide de ce qu'il faut faire ensuite. Dans notre Mozambique féministe, le partage équitable de l'autorité et du pouvoir de décision est aussi important. À cette fin, nous refusons l'idée d'une taille unique pour tous [one size fits all] et nous avons les politiques suivantes:



- La loi sur la Parité (50%/50%) ainsi que les mécanismes de mise en œuvre et d'application sont pleinement opérationnels;
- La parité totale de 50% de femmes et 50% d'hommes s'applique à tous les niveaux et espoirs de la vie publique et implique des femmes et des hommes de différentes générations, de différents secteurs de la société (société civile, État et économie), de toutes les régions, parlant différentes langues et possédant différents types de compétences;
- La liberté et l'indépendance des médias sont assurées, garantissant les droits de chacune/chacun à informer et à être informé. Il n'y a pas de menaces, de persécutions ou d'attaques contre ceux qui pensent différemment. Au contraire, le sens critique est le bienvenu, car nous savons que c'est avec lui que nous pouvons avancer;
- Nous assurons un contrôle permanent et démocratique des actions des forces de sécurité, de la police et de l'armée grâce à des mécanismes sûrs permettant de dénoncer les abus, la négligence et la corruption, en particulier à l'encontre des femmes, des filles et de la communauté LGBTQ+;

La Justice Sociale et de Genre signifie paix, pain, logement, santé et éducation pour tous

Il est essentiel de créer et de maintenir des processus démocratiques de réflexion et de décision pour parvenir à la paix et à un modèle de développement fondé sur la justice sexuelle, la souveraineté alimentaire, la préservation de la biodiversité, l'utilisation des ressources naturelles au profit de toutes et tous et la prévention efficace du

changement climatique. Cela nécessite la mise en œuvre de toutes les politiques publiques nécessaires à une redistribution équitable des richesses et l'instauration d'une paix efficace et durable. Ainsi,



- La loi, et ses mécanismes de mise en œuvre et de contrôle, a déjà été approuvée, un Revenu Minimum Universel attribué par l'État à toutes les personnes qui en ont besoin, à savoir les femmes chefs de famille, afin de garantir à toutes et tous le droit à une vie digne. L'accès à ce revenu est décentralisé et non bureaucratique et repose sur la présomption que chaque citoyen est une personne qui ne ment pas et ne triche pas;

- Un moratoire est mis en place pour garantir la fourniture gratuite d'électricité et d'eau potable à tous pendant l'état d'urgence et la phase de redressement social et économique qui s'ensuit;

- Les prix pratiqués sur les marchés formels et informels des biens essentiels à la vie sont contrôlés quotidiennement et il existe des mécanismes juridiques permettant de sanctionner les entreprises, les commerçants et les autres agents économiques qui provoquent artificiellement une pénurie en vue de spéculer sur les prix;

- Nous avons des commissions mixtes composées de femmes et d'hommes issus des différents secteurs de la société pour un large dialogue afin de refonder démocratiquement la Nation et de poursuivre la voie d'un développement équitable et juste en harmonie avec la Terre Mère;

- La Résolution 1325/2000 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les Femmes, la Paix et la Sécurité est pleinement mise en œuvre et fait partie des programmes scolaires de toutes les écoles primaires et secondaires en tant que mesure d'éducation à la paix, Droits Humains et de transformation positive des conflits violents;

- Le pays tout entier est en paix, les différents groupes religieux et linguistiques se respectent mutuellement et toute la population profite équitablement des richesses qui appartiennent à toutes/tous;

- Personne ne tolère ni n'accepte aucune forme de corruption et d'abus de pouvoir. Ceux qui enfreignent la loi sont dénoncés et punis selon les règles démocratiques que nous avons toutes et tous contribué à construire;

- Nous avons un pays libéré de la faim, des semences transgéniques et des agrotoxiques. Les connaissances de nos paysannes/paysans sont respectées et entrent en dialogue avec d'autres connaissances pour produire des aliments sûrs, nutritifs et en quantité suffisante;

- Les concessions du Droit d'Usage et d'Exploitation de la Terre - DUAT pour des dizaines d'années et des milliers d'hectares pour des méga-projets qui tuent la terre, exploitent nos richesses, déplacent nos familles et détruisent les écosystèmes et nos modes de vie sont finies;

- Les femmes, les jeunes filles et les personnes de la communauté LGBTQ+ savent que leur corps leur appartient, que leur plaisir leur appartient et que la dignité et l'intégrité de leur corps sont respectées et défendues. C'est pourquoi elles s'habillent comme elles l'entendent et cela ne constitue pas un

risque ou un danger pour elles;

- Nous continuons à pouvoir rêver chaque jour du monde que nous voulons avoir et le réaliser.

construire des alliances; rester disponibles pour combattre et se donner la main pour ne laisser personne derrière; prendre soin de notre passé, de notre présent et de l'avenir de nos enfants.

Repenser le genre est très instigateur. Nous devons dénaturiser des croyances acquises depuis longtemps comme des certitudes ; admettre de nombreuses ignorances que nous ne savions pas avoir; réapprendre à être ensemble et à penser collectivement pour un plus grand bien; unir nos forces et

Il s'agit d'une réflexion entamée mais jamais achevée, et c'est ce sentiment d'inachèvement et de défi permanent qui fait bouger le monde et fait en sorte que ce concept, qui a été si malmené et coopté, puisse redevenir ce qu'il était au départ : l'idée féministe radicale que nous sommes différentes/ts mais égales/aux et que nous ne serons sauvés que dans en communion. ■



Referências

- Akinbobola, Yemisi (2019). *Neoliberal Feminism in Africa. Soundings*, 71(71): 50-61.
- Amadiume, Ifi (1998). *Male daughters, female husbands: gender and sex in African society*. London: New York: Zed Books.
- Beauvoir, Simone de (1975), *O Segundo Sexo. Amadora: Livraria Bertrand*.
- Bidaseca, Karina; Laba, Vanesa Vazquez (Comps) (2011). *Feminismos y poscolonialidad Descolonizando el feminismo desde y en América Latina*. Buenos Aires: Ediciones Godot.
- Braidotti, Rosi (2011), *Nomadic Subjects. Embodiment and Sexual Difference in Contemporary Feminist Theory. Second Edition*. New York: Columbia University Press.
- Butler, Judith (2020), 'O capitalismo tiene sus límites', in *Sopa de Wuhan – Pensamiento contemporaneo en tiempos de pandemias*, pp. 59-65.
Disponível em:
<http://iips.usac.edu.gt/wp-content/uploads/2020/03/Sopa-de-Wuhan-ASPO.pdf>
- Butler, Judith (2004). *Precarious life. The powers of mourning and violence*. London, New York: Verso.
- Castelo, Cláudia; Thomaz, Omar Ribeiro; Nascimento, Sebastião; e Silva, Teresa Cruz (2012). *Os Outros da Colonização. Ensaios sobre o colonialismo tardio em Moçambique*. Lisboa: Imprensa de Ciências Sociais.
- Chilungo, Arlindo; Rocha, Aurélio; Hedges, David; Medeiros, Eduardo; Liesegan, Gerhard (1999). *História de Moçambique. Moçambique no auge do colonialismo, 1930-1961. Volume 2*. Maputo: Livraria Universitária – Universidade Eduardo Mondlane.
- Crenshaw, Kimberle (1991). 'Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence against Women of Color', *Stanford Law Review*. 43, n° 6, pp. 1241-1299.
- Cunha, Teresa (2021). 'Promessas e Desigualdades em Moçambique: o fardo que as mulheres carregam'. In *Sérgio Conrado; Boaventura Monjane (orgs.) Aporias do Moçambique pós-colonial. Estado, sociedade e capital*. Ottawa: Daraja Press.
- Cunha, Teresa; Valle, Luisa de Pinho. 'A pandemia na vida das mulheres: Uma reflexão feminista a partir de Moçambique e Brasil.' *Revista de Educação Pública*. Cuiabá: EdUFMT (no prelo, aceite em Fevereiro 2021).
- Cunha, Teresa. (2015). *Women inPower Women: outras economias geradas e lideradas por mulheres no Sul não- imperial*. Buenos Aires: CLACSO-CODESRIA-IDEAS.
- Cunha, Teresa (2014). *Never Trust Sindarela. Feminismos, Pós-colonialismos, Moçambique e Timor-Leste*. Coimbra: Edições Almedina.
- Cusicanqui, Silvia Rivera (2010). *Chi'ixinakax utxiwa. Una reflexión sobre prácticas y discursos descolonizadores*. Buenos Aires: Tinta Limón Ediciones.
- Departamento de História – UEM (2000). *História de Moçambique. Volume 1*. Maputo: Imprensa Universitária.
- D'Euabonne, Françoise (1977). *As mulheres antes do patriarcado*. Lisboa: Editorial Vega.
- Elson, Diane (1992) *Male Bias in Structural Adjustment*. In *Haleh Afshar & Carolyne Dennis (eds.), Women and Adjustment Policies in the Third World*. New York: St Martin's.
- Federici, Silvia (2020) 'Capitalismo, reproducción y cuarentena'
Disponível em:
<http://lobosuelto.com/capitalismo-reproduccion-y-cuarentena-silvia-federici/?fbclid=IwAR3DLi9FEFpe3DuENfDhkfrtnOAgBwVrhGILLClguE-fGct5Vbn4XU32PM8>
- Federici, Silvia (2013), *Revolución en punto cero. Trabajo doméstico, reproducción y luchas feministas*. Madrid: Traficantes e Sueños.
- Federici, Silvia (2004). *Caliban and the Witch*. Brooklyn NY: Autonomedia.
- Galindo, María (2020), 'Desobediencia, por tu culpa voy a sobrevivir' in *Sopa de Wuhan – Pensamiento contemporaneo en tiempos de pandemias* pp. 119-127.
Disponível em:
<http://iips.usac.edu.gt/wp-content/uploads/2020/03/Sopa-de-Wuhan-ASPO.pdf>
- Gentili, Anna Maria (1998). *O Leão e o Caçador. Uma história da África sub-saariana dos séculos XIX e XX*. Maputo: Arquivo Histórico de Moçambique.
- Jacobs, Sue-Ellen; Wesley, Thomas; Lang, Sabine (Eds.). (1997). *Two-spirit people: Native American gender identity, sexuality, and spirituality*. Urbana: University of Illinois Press.
- LAMBDA (2021), *A Violência com Base na Orientação Sexual e Identidade de Género Perpetrada Contra Jovens e Estudantes nas Cidades de Maputo, Beira & Nampula. Um Relatório de Pesquisa*. Maputo: LAMBDA.
- Lugones, María (2010). 'Toward a Decolonial Feminism'. *Hypatia*, 25(4), pp. 742-759.
- McClintock, Anne (1995). *Imperial Leather: race, gender and sexuality in the colonial contest*. New York: Routledge.
- McFadden, Patricia, (2018) 'Contemporarity. Sufficiency e a Radical African Feminist Life', *Meridians: feminism, race, transnationalism*, vol. 17, n. 2, pp 415 – 431.
- McFadden, Patricia (2006). 'Issues of Gender and Development from an African Perspective'.
Disponível em:
http://archive.kubatana.net/html/archive/opin/001101pm.asp?sector=DEMGG&year=2000&range_start=1
- Mama, Amina (1995). *Beyonde the masks.: race, gender and subjectivity*. London: Routledge.
- Manzanera-Ruiz, Roser (2009) «Mbinu wazitumiazo kina mama kujipatia mali»: Género, economía y desarrollo en Tanzania, 1947-2007. Granada: Universidad de Granada.
- Marín-Sánchez, Isabel (2006) *La cooperación española para el desarrollo como prevención de la emigración marroquí: percepciones, discursos y realidades entre las dos orillas*. PhD Dissertation. Universidad de Granada.
- Mate, Rekopantswe (2015) *Young women challenging and resisting dominant cultural narratives*. BUWA! a Journal on African Women's Experiences, 8. Johannesburg: Open Society Initiative for Southern Africa, Disponível em:
https://osisa.org/wp-content/uploads/2018/12/buwa-issue8_digitalpublication_december-2017_smallest-file-size.pdf. Accessed 10 June, 2021.
- Mohanty, Chandra Talpade (1991). 'Under western eyes – Feminist scholarship and colonial discourses', in *Chandra Talpade Mohanty et al. (Eds.), Third world women and the politics of feminism*. Bloomington: Indiana University Press, p. 462-487.
- Moreira, Luciana (2019). 'De enxertos e de podas. AS críticas insurgentes dos feminismos e das teorias queer', *Nanduty*. Vol 7, n° 11, pp 229-255.
- Orozco, Amaia Perez. (2014) *Subversión feminista de la economía. Aportes para un debate sobre el conflicto capital-vida*. Madrid: Traficantes de Sueños.

Referéncias

- OXFAM (2020). *Time to care. Unpaid and underpaid care work and the global inequality crisis*. Oxford: OXFAM International.
- Oyèwùmí, Oyèronké (2017), *La invención de las mujeres. Una perspectiva africana sobre los discursos occidentales del género*. Bogotá: Editorial en la Frontera.
- Polanyi, Karl. (1944/2001), *The Great Transformation – The Political Origins of Our Time*. Boston: Beacon Press.
- Rubin, Gabrielle (1977). *Les sources inconscientes de la misogunie*. Poitiers: Editions Robert Lafont.
- Santos, Boaventura de Sousa; Mendes, José Manuel (orgs.) (2017). *Demodiversidade. Imaginar novas possibilidades democráticas*. Lisboa: Edições 70.
- Sinikangas, Maarit (2004). 'Yan Daudu. A Study of Transgendering Men in Hausaland West Africa', A Master Thesis in Cultural Anthropology Department of Cultural anthropology and Ethnology, Upsala University.
- Sparr, Pamela (ed.) (1995) *Mortgaging Women's Lives: Feminist Critiques of Structural Adjustment*. London: Zed Books.
- Tshabalala, Sibongile P. (2015) *Sustainable Development in KwaZulu Natal South Africa in Post-Apartheid: Women Entrepreneurs in Tourism*. PhD Dissertation. Universidad de Granada.
- UNDP (2020), *A próxima fronteira. O desenvolvimento humano e o Antropoceno*. Human Development Report 2020. Human Development for Everyone. New York: UNDP.
- Vieitez-Cerdeño, Soledad (2017) *Cooperación, políticas públicas e igualdade de género en África lusófona: Angola, Cabo Verde y Mozambique*. In Albert Roca Álvarez (Ed.), *Mujeres, Mercados y Desarrollo: Perspectivas Africanas*. Barcelona: Icaria.





À propos de la série "Réflexions féministes"

La série *Réflexions féministes* présente des essais pertinents issus du travail collectif du *African Feminist Reflection and Action Group* [Groupe de Réflexion et d'Action Féministe Africain]. Le groupe comprend 40 chercheuses féministes, activistes sociales et femmes progressistes dans les syndicats et l'arène politique, provenant de différentes régions du continent africain. Depuis novembre 2017, le groupe s'est réuni régulièrement pour discuter de manière critique des défis qui découlent des modèles de développement néolibéraux et des réactions politiques négatives actuelles contre les femmes pour l'activisme féministe africain contemporain. Les réunions ont été facilitées par le bureau de la Friedrich-Ebert-Stiftung au Mozambique.

À propos de l'auteur:

Teresa Cunha Elle est professeur et militante féministe. Docteur en Sociologie de l'Université de Coimbra, elle est chercheuse senior au *Centro de Estudos Sociais da Universidade de Coimbra* où elle enseigne dans plusieurs Cours de Doctorat ; elle coordonne la publication "Atelier du CES", les cycles de l'Atelier sur le Genre. Elle coordonne l'école d'hiver "Écologies Féministes des Savoirs" et le programme de recherche "Épistémologies du Sud". Elle est professeur à l'École d'Éducation de l'Institut Polytechnique de Coimbra et chercheuse associée au CODESRIA et au Centre d'Études Africaines de l'Université Eduardo Mondlane, au Mozambique. En 2017, elle a été décorée de l'Ordre du Timor Oriental par le président de la République Démocratique du Timor Oriental. Ses recherches portent sur les féminismes et les post-colonialismes ; les autres économies et les économies féminines féministes ; la transition d'après-guerre, la paix et les mémoires ; les droits humains des femmes dans l'espace Indien. Elle a publié des articles scientifiques et plusieurs livres dans différents pays et langues, dont les suivants : *Femmes, Territoires et Identités*, Vol 1, 2 et 3 (2018, 2019) ; *Women In Power Women* [Femmes au Pouvoir]. Autres économies créées et dirigées par des femmes dans le sud non impérial (2015) ; *Never Trust Sindarela* [Ne faites jamais confiance à Sindarela]. Féminismes, postcolonialismes, Mozambique et Timor oriental (2014) ; *Essais pour la Démocratie, la Justice, la Dignité et le Bien-vivre* (2011) ; *Elles au Sud et au Nord* (2011) ; *Voix des Femmes du Timor* ; Timor oriental (2006) ; *Feto Timor Nain Hitu - Sept Femmes de Timor* (2006) ; *Racines de la Participation* (2008) ; *Marcher sur d'Autres Chemins* (2007) et *Chronique de l'Observation du Courage* (2002).

**FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG**

Publié par Friedrich-Ebert-Stiftung Mozambique

Av. Tomás Nduda 1313, Maputo, Mozambique

Tel.: 258 21 491231 | Fax.: +258 21 490286

Email: info@fes-mozambique.org | www.fes-mozambique.org

© Friedrich-Ebert-Stiftung 2018

ISBN: 978-989-8005-12-0

Design - João Athayde e Melo | Illustration - Ruth Bañon

L'utilisation à des fins commerciales de tous les supports publiés par Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) n'est pas autorisée sans un consentement écrit. Cette publication peut être citée et ses extraits utilisés, à condition que la source soit entièrement mentionnée. Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de Friedrich-Ebert-Stiftung